

CMD

CA

KOTY FORTUNE GRATIEN

N° 053/CA du Répertoire

N° 93-25/CA du Greffe

Arrêt du 29 Août 2002

AFFAIRE : KOTY FORTUNE GRATIEN

C/

Préfet Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 04 mai 1993 enregistrée au Greffe de la Cour le 11 mai 1993 sous n° 100/GCS par laquelle Monsieur KOTY Fortuné Gratien sollicite l'annulation du Permis d'Habiter n° 2/294/P-A du 11 décembre 1990 délivré à Monsieur HOUESSINON Septime Placide en fraude à ses droits de propriété ;

Vu les mises en demeure en date du 05 mars 1996 adressées au requérant et à l'intervenant pour produire certaines pièces ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant en date du 10 juillet 1996 enregistré au Greffe le 16 juillet 1996 sous n° 335/GCS ;

Vu la Communication n° 1095 du 04 octobre 1996 transmettant au Préfet de l'Atlantique la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées du requérant pour ses observations ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 464 du 08 juin 1993 ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Joachim G. AKPAKA** en son rapport ;

Où l'avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;



DE = 2000^f

Enregistré à Cotonou le 17/12/03
Fo. 46 Case 4618-1
Reçu deux mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Sur la Recevabilité

Considérant que l'article 68 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 dispose ;

Article 68 : « le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification » ;

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision ;

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet ;

Les intéressés disposent pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée..... ;

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent..... » ;

Considérant que le recours gracieux du requérant adressé au Préfet de l'Atlantique date du 02 janvier 1992 ; que son recours contentieux n'est parvenu à la Cour que le 11 mai 1993, soit 17 mois après l'introduction de son recours gracieux ;

Que dès lors, n'ayant pas observé les prescriptions de la loi, son recours doit être déclaré irrecevable ;



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : Le recours pour excès de pouvoir de KOTY Fortuné Gratien en date du 04 mai 1993 en annulation du Permis d'Habiter n° 2/294/P-A du 11 décembre 1990 délivré au sieur HOUESSINON Septime Placide est irrecevable ;

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu' au Procureur Général près la Cour Suprême ;

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

ASSOGBA Jérôme Olaïtan, Conseiller à la Chambre Administrative, **PRESIDENT** ;

Joachim G. AKPAKA }
et }
Eliane PADONOU }

CONSEILLERS.



Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-neuf août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, **MINISTERE PUBLIC** ;

Et de Maître **Françoise TCHIBOZO-QUENUM**, **GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier.

